



Elections présidentielles 2007 : Où en est-on ?

Quel positionnement pour le mouvement ouvrier et populaire ?

Dès le départ, la Coordination Communiste s'est battue pour la traduction dans les présidentielles de l'expérience politique unitaire de la victoire du NON le 29 mai 2005 lors du référendum sur la constitution européenne, une victoire qui était à la fois une victoire sur le libéralisme économique et ses institutions et soutiens mais aussi une victoire sur une certaine « gauche » qui soutenait le camp du OUI, une gauche que nous qualifions de « sociale-libérale » (« sociale » en parole, « libérale » dans les faits).

Dans l'élan de cette victoire populaire qui brisait le sentiment d'impuissance de la classe ouvrière, l'objectif d'une telle candidature unique du camp du NON était de briser le bipartisme UMPS et frayer électoralement la voie à une alternative anti-libérale potentiellement victorieuse. L'acte défensif populaire de classe du NON le 29 mai 05 exigeait donc des partis, groupes, des militants du NON de trouver les voies et moyens de réaliser le transfert de cette expérience sur le terrain électoral.

Débat sur les candidatures au sein du camp du NON : Pourquoi nous avons soutenu José Bové

Dans cette optique, la Coordination Communiste a proposé José Bové comme candidat unique du camp du NON anti-libéral. Nous avons estimé qu'il était le candidat le mieux placé pour fédérer le front électoral militant en vu de battre la candidate PS au premier tour. Ce faisant, nous nous situons clairement dans la perspective de GAGNER, c'est-à-dire de renouveler la « surprise » du 29 mai 2005. José Bové, connu et reconnu, qui a l'image d'un lutteur intègre, jeté en prisons pour ses combats, présent aussi bien aux côtés d'Arafat à la Muqata que de Morales en Bolivie, avait ce potentiel populaire, lui permettant non seulement d'unir l'électorat de gauche anti-libéral, y compris les socialistes ne voulant pas se rallier à Ségolène Royal, mais aussi permettant de mettre sur le chemin des urnes des abstentionnistes et de mordre dans l'électorat des mécontents qui vote Le Pen.

Absence de candidat unique : comment en est-on arrivé là ?

Le processus de désignation du candidat s'est fait au sein des « collectifs anti-libéraux » (environ 800 collectifs en France avec près de 17 000 participants, lesquels collectifs sont nés au moment de la campagne contre la constitution européenne ou dans la foulée de cette victoire, ou plus récemment au vu de la perspective d'un transfert de cette victoire aux présidentielles). Ces collectifs – en dépit d'une faible implication de la classe ouvrière en leur sein – sont la forme organisationnelle que s'est donné le front populaire anti-libéral en construction. Les collectifs ont rassemblé et rassemblent l'essentiel des forces politiques situées à gauche du PS, notamment le PCF. La Coordination Communiste pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire est logiquement partie prenante du processus. **Mais il y a des absents !**

Les diviseurs de la LCR

LO de Laguiller a choisi l'isolement depuis le début, refusant au fond de percevoir la nouveauté de la situation issue du 29 mai 2005. Leurs cousins trotskistes de la LCR, eux, prétendaient et prétendent encore être partie prenante de ce front populaire anti-libéral, participant aux collectifs. Mais dès septembre la LCR a introduit le germe de la **division : Besancenot se portant d'emblée candidat à la Présidentielle sans se proposer à la candidature au sein des collectifs**. Contrairement d'ailleurs au PCF : même si tous ces militants ne se sont pas engagés dans les collectifs unitaires, même si certains ont développé une attitude sectaire à l'égard des collectifs, le PCF en tant que parti a participé au processus et a soumis le nom de sa secrétaire nationale, Marie-George Buffet, au choix des militants des collectifs. Il faut mettre à son crédit cet engagement.

La faillite du « Collectif National » d'initiative pour les candidatures unitaires

Logiquement, le PCF étant la principale force organisée à gauche du PS – et donc au sein des collectifs –, Marie-George Buffet est arrivée en tête de la consultation au sein des collectifs locaux. Le PCF a alors exigé le « respect du choix préférentiel » des collectifs. Mais en face, personne ne s'est avisé de reconnaître clairement cette réalité nette du choix préférentiel en posant par exemple l'acte politique de retirer les autres candidatures

arrivées largement derrière celle de Buffet, à savoir notamment celles arrivées en 2^{ème} et 3^{ème} choix : Clémentine Autain et Yves Salessse. Le Collectif National d'Initiative Unitaire, au lendemain de la réunion nationale des collectifs à Saint Ouen les 9 et 10 décembre, a même osé reproposer à la discussion les noms de C. Autain et Y. Salessse, comme alternative à celui de M-G. Buffet ! Si la candidature de Buffet ne faisait pas « consensus » au sein des organisations politiques membres du Collectif National, le moins qu'on puisse dire est que celles de Autain et Salessse ne le faisait pas davantage au sein des collectifs.

Si la méthode dit du « double consensus » - consensus dans les collectifs locaux mais aussi consensus entre les organisations membres du Collectif National – s'avérait donc un échec, il est apparu de plus en plus après le 10 décembre que pour beaucoup au sein du Collectif National il s'agissait plus d'une arme contre le PCF. Les personnalités (Autain, Salessse, Claude Debons...) et organisations (certaines n'étant pas plus grosses que notre Coordination Communiste 59/62), qui composent ce fameux « Collectif National » qui s'est arrogé de plus en plus de pouvoirs, ont eu pour seul slogan « Tout sauf MGB ! »... quitte à vouloir faire revoter les collectifs locaux. Jamais par contre, ils n'ont dénoncé clairement les diviseurs de la LCR... mais ils ont accepté y compris des « observateurs » de la LCR aux réunions hebdomadaires du Collectif National.

Front populaire électoral ou nouveau parti ?

Ce que les semaines qui viennent de se passer ont montré, c'est que loin des intentions affichées de battre le libéralisme et le social-libéralisme, battre le PS oui-ouïste, beaucoup avaient et ont surtout des **intentions de recomposition politique**. Et de recomposition politique sur le dos du PCF. Ce faisant, ils trahissaient l'objectif principal du rassemblement et ne pouvaient que **favoriser les réactions d'autodéfense du PCF**.

L'aile droitère des « refondateurs » au sein du PCF (Braouezec, Zarka...) rejoint ainsi dans son souhait de recomposition toute la constellation trotskiste, alter-mondialiste, écolo, gauche socialiste des Debons, Salessse, Autain, Jennar, Mélenchon. Ce dernier a dit clairement que l'objectif était de fonder un « Linkspartei » à la française. En Allemagne, ce nouveau parti social-démocrate de gauche est né d'une alliance/fusion entre l'aile gauche du SPD et le PDS (ex-parti communiste). En France, cela signifierait l'absorption/dissolution du PCF dans un nouveau parti socialo/trotskiste « anti-libéral ».

Or cela **coïncide avec les projets du capital**. En effet, le projet du capital demeure l'affaiblissement d'abord idéologique du PCF (ce qui est pour l'essentiel obtenu), puis l'affaiblissement organisationnel (ramenés à 130.000 adhérents et 10.000 élus), ensuite l'affaiblissement électoral (ce qui est en cours d'obtention), et enfin la liquidation du PCF en tant que tel et son remplacement par les trotskistes ou écolo-trotskistes (sous des formes variées). Tout révisionniste et réformiste qu'il est devenu, le PCF est encore un obstacle pour le capital, parce que **la tradition et la culture ouvrière et communiste qui le marque, ses liens – affaiblis mais toujours existant - avec le monde du travail, sont objectivement un facteur de résistance**.

La part de responsabilité du PCF : son incapacité à faire les compromis nécessaires

En dépit de cette situation objectivement difficile pour le PCF, il a cependant **sa part de responsabilité dans l'échec**. Car il faut **savoir être unitaire pour deux** et faire preuve de compromis quand la situation politique l'exige, ce qui n'a jamais vraiment été tenté par le PCF ou pas suffisamment.

Pour le PCF, dans cette affaire de la présidentielle, plutôt que de faire gagner le camp du NON, il s'agit pour beaucoup de redorer le blason du parti dont les déboires électoraux conduisent à la disparition souhaitée par le capital et le PS. Il faut effacer les 3,37% de Hue en 2002, qui payait là la facture de la participation gouvernementale pendant 5 ans. On revient à un schéma classique, antérieur au 29 mai : l'espoir d'un « bon score » au premier tour, pour peser suffisamment sur le PS dans les négociations pour les législatives, puis le vote pour le PS au second tour. La nouveauté constituée par l'existence de ce front populaire antilibéral – fragile et en construction – nécessitait un **esprit de compromis**, qui n'était pas d'ailleurs impossible avec une défense bien comprise des intérêts propres du PCF en tant que parti. Nous avons dit ainsi dans notre première déclaration sur les candidatures du camp du NON qu'il ne fallait pas séparer présidentielles et législatives, que si Bové pouvait être le rassembleur aux Présidentielles, la place du PCF dans le front unitaire électoral étant incontournable par contre pour les législatives.

Si l'on ne peut affirmer que le PCF n'a jamais réellement envisagé de ne pas être directement présent avec son candidat à la Présidentielle, en tout cas il n'a pas sérieusement envisagé cette possibilité, n'étudiant aucune autre solution alternative y compris quand cela aurait peut-être permis de débloquer la situation en décembre : alors que la réunion des collectifs des 9 et 10 décembre avait proposé la piste d'un « candidat communiste issu du mouvement social », aucune recherche n'a été faite dans ce sens, à croire qu'il n'y a plus ou peu d'acteur du mouvement social connu et reconnu comme tel membre du PCF. Il est vrai qu'un Charles Hoareau par exemple – le combattant des chômeurs CGT de Marseille, militant connu et reconnu – n'est plus au PCF et milite dans l'une des organisations qui se bat pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.

Maintenir les Collectifs Locaux et ne pas ajouter la division à la division

L'abattement et le désarroi se sont emparés de nombreux militants et électeurs qui ont mis beaucoup d'espoir dans le processus unitaire anti-libéral qui se dessinait. L'union est un combat qui pour cette fois n'a pas abouti. La Coordination Communiste ne se résigne pas à l'impuissance. **La dynamique anti-libérale, qui exprime la recherche d'une alternative en dehors de l'alternance libéraux/sociaux-libéraux, UMP/PS, cette dynamique n'est pas morte.** Et nous devons trouver les voies et moyens pour qu'elle continue à exister dans le nouveau contexte né de l'impossibilité à dégager un candidat unique.

Il faut tout d'abord absolument qu'une lutte soit menée pour le maintien et le développement de l'expérience unitaire entamée, pour le maintien et le développement des collectifs anti-libéraux, en en créant partout, dans les villes comme dans les entreprises.

Cette expérience est née de la lutte contre le projet de constitution de l'Europe supranationale capitaliste et impérialiste, elle doit perdurer au moment même où les bourgeoisies des Etats européens affûtent le piège d'un « plan b » pour ramener leur projet anti-national, anti-social, anti-démocratique et impérialiste des « Etats unis d'Europe » ; elle doit perdurer dans le refus uni des projets socialement désastreux du capital.

Sur le plan politique immédiat de la présidentielle, il est évident que rien n'empêchera les collectifs locaux qui le souhaitent de s'engager dans le soutien à la candidature de Marie-George Buffet, et **ils seront en droit de le faire.** Si Marie-George Buffet en effet n'a pas obtenu l'aval – par consensus - de toutes les organisations membres du Collectif National d'Initiative Unitaire, il n'en reste pas moins que sa candidature est une candidature du camp populaire du NON. Si ce n'est pas LA candidature UNIQUE, c'est cependant une candidature du camp anti-libéral.

Dans le même temps, il faut absolument **éviter que les collectifs unitaires soient instrumentalisés par tous ceux qui rêvent d'une recomposition politique et qui sont prêts dans cet objectif à avoir un candidat supplémentaire coûte que coûte,** même au prix de rajouter de la division à la division. La réunion nationale des collectifs locaux convoquée les 20 et 21 janvier ne doit **absolument pas** déboucher sur cette éventualité.

Le nouvel Appel national en faveur de José Bové lancé le 6 janvier souffre d'ailleurs d'une telle ambiguïté: si nombre de ces initiateurs – et soutiens - sont des militants sincères du camp du NON qui manifestent ainsi, dans un baroud d'honneur, leur espoir d'une candidature unique, d'autres – des ralliés de fraîche date qui soutenaient avant Salesse ou Autain (voire Braouezec) ...– jouent une dernière carte dans la logique « Tout sauf MGB ! ».

Ne pas s'abstenir !

Devant l'absence de candidat unique du camp anti-libéral, certains militants sont tentés par l'abstention. Mais **le ressentiment devant cet échec n'est pas de bon conseil !** Critiquer politiquement les responsables de cet échec est une chose, **abandonner le terrain au social-libéralisme en est une autre !** Les travailleurs qui voudront exprimer leur révolte dans les urnes – dans la configuration électorale actuelle – ne le comprendraient pas et ils auront raison. Avoir une candidature UNIQUE permettait de battre le social-libéralisme, de battre S. Royal au premier tour, donc de GAGNER. Sans candidature unique, nous ne sommes plus en capacité de gagner, certes. Mais cela ne veut pas dire que nous sommes dans l'incapacité de lutter, de porter des coups aux sociaux-libéraux, de faire que le camp anti-libéral du NON s'exprime dans ces élections. **Il faut maintenir une expression de la gauche anti-libérale sur le terrain électoral dans ce nouveau contexte.**

Entre Besancenot et Buffet, nous choisissons Buffet !

Dans la situation actuelle, nous avons finalement 2 candidats qui se réclament du camp de la gauche antilibérale : 2 candidats dont aucun des 2 ne peut se prévaloir d'être LE candidat UNIQUE, ni même UNITAIRE (au sens qu'il unit tout le camp du NON anti-libéral), mais ce qui ne veut pas dire qu'ils ne sont pas des candidats qui représentent, expriment les revendications du camp anti-libéral. Pour la Coordination Communiste, dans cette situation, nous choisissons clairement Buffet. Nous le faisons à partir de deux considérations :

- notre engagement au sein des collectifs locaux anti-libéraux et le respect par conséquent du choix de ceux-ci (même si ce n'était pas notre choix initial en tant qu'organisation) ; Entre Besancenot et Buffet, notre choix ne peut aller à celui qui a organisé la division depuis le début, qui s'est retiré du processus dès le début.
- la nécessité de **défendre la tradition et la culture ouvrière et communiste encore incarnée par le PCF, pour contrer le projet bourgeois d'effacement du mouvement ouvrier.** Entre Besancenot et Buffet, notre choix ne peut aller à la coqueluche trotskiste des médias, qui participe objectivement du projet anticommuniste du capital. Nous refusons de mettre sur un pied d'égalité LCR et PCF.

Fait à Lille le 07 janvier 2007